

## BELFORT

BELFORT Industrie

# « Alstom sera absorbé par Siemens »

DIDIER PLANADEVALL



*Frédéric Boccara mercredi à la Maison du Peuple. Photo Xavier GORAU*

**Membre du Conseil économique, social et environnemental (Cese) et de l'association « les Economistes atterrés », Frédéric Boccara conteste la notion de « fusion acquisition » Alstom-Siemens.**

« On peut encore suspendre la fusion acquisition Alstom Siemens », affirme Frédéric Boccara, qui animait un débat sur le sujet mercredi soir à la Maison du Peuple à l'invitation de l'UD-CGT, en présence d'une cinquantaine de personnes.

Membre du Cese (Conseil économique, social et environnemental), l'homme fait partie de l'association des « Économistes atterrés » et collabore à la revue « Économie et politique », qui se présente comme d'obédience marxiste.

### • « Un super-dividende pour les actionnaires »

Une appellation que ne réfute pas Frédéric Boccara, prompt à dénoncer, sans jamais hausser la voix, « le gros capital financier qui impose ses lois en France comme en Allemagne, sans tenir compte des atouts d'une entreprise comme Alstom : un faible endettement, 2 milliards de trésorerie, une grande qualification, beaucoup de savoir-faire, une excellente réputation ».

Il ne croit pas à une simple fusion acquisition, terme en vigueur depuis l'annonce de l'opération : « Ce sera à moyen terme une absorption capitalistique pure et simple d'Alstom par Siemens, qui prendrait ainsi le contrôle de l'ensemble des activités, des brevets et des savoir-faire d'Alstom. Les autres grands gagnants dans l'opération étant les actionnaires qui pourront se partager en cas de vote favorable un super dividende de 1,8 milliard d'€ versé non par Siemens, mais bien par Alstom ».

Des actionnaires « au comportement égoïste », selon lui : « pour eux, l'argent ne sert pas à investir dans l'outil de travail, mais à faire encore plus d'argent ». Dans le même sac, il jette « la capitulation de la grande bourgeoisie française, qui sacrifie l'industrie ».

Et bien sûr, il n'a pas confiance en la « vigilance » de l'État promise par le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire.

Pourtant, Frédéric Boccara veut toujours croire à une autre issue que celle qui se dessine : « pour cela, il faut engager un vrai projet de coopération industrielle, mettre les élus devant leurs responsabilités, nous mobiliser. Aucune bataille n'est perdue d'avance ».